



# PROTOCOLE D'ACCORD D'ECHANGES DE DONNEES

\*\*\*\*\*

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LE MINISTRE DES FINANCES  
Ci-après désigné « le MINFI »

d'une part,

et

L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
Ci-après désignée « l'ARMP »

d'autre part,

chacun désigné « une Partie » et tous les deux désignés « les Parties »,



## PARTIES,

### ALABLEMENT EXPOSENT :

Les différents pays de la CEMAC se sont engagés dans un grand mouvement de réforme de la gestion des Finances Publiques, dans l'optique de s'arrimer aux standards nationaux.

Consacrée par les Directives du cadre harmonisé des Finances Publiques de la CEMAC 9 décembre 2019 et la loi portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques, ladite réforme porte notamment sur le volet budgétaire à travers l'avènement du budget-programme, et le volet comptable, matérialisé par l'introduction de la comptabilité à coûts constatés proche de la comptabilité des entreprises.

De façon beaucoup plus profonde, la réforme marque un point d'honneur sur la transparence dans la gestion des Finances Publiques, l'amélioration de la qualité et de la fiabilité de l'information budgétaire, comptable et financière des entités publiques.

Cette triple exigence de qualité appelle l'aménagement d'un système d'information budgétaire et comptable approprié à même de restituer une information régulière, fidèle et précise sur l'exécution du budget, la tenue et la production des comptes publics ainsi que l'évolution du patrimoine et de la situation financière des entités publiques.

Dans un tel contexte, le MINFI et l'ARMP, conjointement en charge des Finances Publiques de l'Etat, et de la régulation des marchés publics doivent assurer et veiller à la bonne exécution et le financement optimal des marchés publics. Cette mission ne peut être efficacement accomplie sans échanges permanents et fluides de données entre ces deux acteurs majeurs de la gestion des Finances Publiques.

A cet égard, les systèmes d'information déployés actuellement ou à l'avenir par l'ARMP pour la régulation proactive des marchés publics, le suivi des activités des acteurs et la surveillance du système des marchés publics doivent être mis en cohérence avec les systèmes actuels ou futurs développés par le MINFI aux fins d'assurer les fonctions de gestion budgétaire et comptable, notamment la régulation budgétaire, l'optimisation de la trésorerie, la tenue à jour de la comptabilité budgétaire et de gestion, les contrôles internes, l'application Pridesoft de l'ARMP, et les applications PROBMIS, PATRIMONY, CAMONY et CAMCIS du MINFI, doivent être capable d'assurer le suivi cohérent de ces activités à travers un échange de données entre ces deux entités publiques.

Conscientes de l'insuffisance actuelle de l'organisation des échanges de données entre services centraux des deux institutions et de son impact sur l'efficacité et les performances de ces services, les parties ont décidé de renforcer leur collaboration et leurs efforts pour corriger ce déficit notamment pour ce qui est des liaisons automatisées entre systèmes d'information.

L'objectif poursuivi étant d'éradiquer les interventions manuelles dans les échanges de données en instaurant un partage et une mutualisation systématique de celles-ci entre les services centraux du MINFI et de l'ARMP.

De façon spécifique, ce type d'échange devra jouer un double rôle : d'une part le rapprochement significatif entre les informations portées sur les dossiers physiques et les



*f*

nnées électroniques et d'autre part, l'accélération considérable des traitements des ératations financières concernées et la fiabilisation des comptabilités (budgétaires, générale, tières, et d'analyse des coûts).

## **ONVIENNENT ET ARRETENT CE QUI SUIIT :**

### **rticle 1.- De l'objet**

Le présent protocole définit le cadre d'échanges automatiques de données entre les rties en matière de gestion des Finances Publiques.

### **rticle 2.- Des acteurs**

#### **) Du MINFI**

Les structures du MINFI concernées par les échanges des données prévus par le présent otocolé sont les suivantes:

- la Direction Générale du Budget (DGB) ;
- la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM) ;
- la Direction de la Normalisation et de la Comptabilité Matières (DNM) ;
- la Division de la Prévision (DP) ;
- la Division des Systèmes d'Information (DSI).

#### **) De l'ARMP**

La structure de l'ARMP concernée par les échanges de données prévus par le présent otocolé est la Direction des Systèmes d'Information (DSI).

### **rticle 3.- Des engagements de l'ARMP et du MINFI.**

#### **)Des engagements de l'ARMP**

L'ARMP s'engage à mettre à la disposition du MINFI, via l'API ou tout autre moyen système Pridesoft, les données portant sur :

<b>oms des fichiers</b>	<b>Observations</b>
chier des Certificats de Non-clusion (CNE)	Ce fichier permettra de disposer en temps réel de la situation des CNE délivrés par acteurs (Maîtres d'Ouvrage, des Maîtres d'Ouvrage Délégués, etc.) et des recettes fiscales au titre des droits de timbre relative au CNE.
chiers de faux CNE détectés	Ce fichier permettra de disposer des Faux CNE détectés au cours du processus de passation des marchés
chier des entreprises et des personnes ysiques sanctionnées de la commande blique et ses mises à jour	Ce fichier permettra de disposer en temps réel de la situation des personnes (morales et physiques) ayant fait l'objet d'une sanction (en cours ou échue).
chier des marchés attribués	Ce fichier permettra de disposer de la situation des marchés attribués pour une période donnée.



<b>Noms des fichiers</b>	<b>Observations</b>
Fichier des marchés exécutés	Ce fichier permettra de disposer des marchés en phase d'exécution au niveau des Maîtres d'Ouvrage, des Maîtres d'Ouvrage Délégués, etc.
Fichier des marchés signés	Ce fichier permettra de disposer de la situation des marchés signés pour une période donnée et d'estimer l'assiette fiscale due (droit de timbre, TVA, droit d'enregistrement etc.)
Fichier des recours traités	Ce fichier permettra de disposer de la situation des recours traités dans cadre des travaux du Comité d'Examen des Recours (CER).
Fichier sur la situation de la passation des marchés publics pour l'exercice en cours	Ce fichier permettra de disposer en temps réel des indicateurs sur la passation des marchés publics au niveau des Maîtres d'Ouvrage et des Maîtres d'Ouvrage Délégués.
Fichiers des marchés résiliés	Ce fichier permettra de disposer de la liste des marchés résiliés par les MO/MOD pour une période donnée.
Fichier des consultations, communiqués décisions publiés dans le Journal des marchés publics (JDM)	Ce fichier permettra de disposer en temps réel des publications dans le Journal des Marchés publics (JDM).
Fichier des dysfonctionnements et actes de régulation.	Ce fichier permettra de disposer des dysfonctionnements enregistrés dans le cadre de la passation et l'exécution des marchés publics et les actes de régulation émis par l'ARMP.
Fichier des Bons de Commande ministériels (BCA)	Ce fichier permettra de disposer de la situation des BCA pour lesquels le CNE a été délivré aux entreprises.
Fichiers des projets non programmés par un exercice budgétaire ou à la demande	Ce fichier permettra de disposer de la situation des projets non programmés pour un exercice budgétaire donnée.

### Des engagements du MINFI

Le MINFI s'engage à mettre à la disposition de l'ARMP, sans être exhaustif, les données portant sur:

<b>Noms des fichiers</b>	<b>Observations</b>
Fichier des imputations budgétaires des projets	Ensemble des imputations budgétaires des ministères et autres administrations qui feront l'objet d'une planification dans le plan de passation des marchés publics.
Fichier des paiements des décomptes de prestations exécutées en temps réel	Intitulé des marchés, titulaires, montant, MO/MOD concernés, niveau de décaissement et dates effectives de paiement.
Fichier de paiement des frais d'acquisition des DAO dans le cadre de contractualisation	Référence de l'avis d'Appel d'Offre, entreprise, montant, et date d'achat du DAO.
Fichier sur la situation fiscale des entreprises (non-redevance)	L'information sur la non-redevance des entreprises doit être disponible et régulièrement mise à jour.
Fichier des accords de financement conclus	Mettre à disposition toutes les informations sur les accords de financements signés, notamment les bailleurs, le montant, la durée du projet etc.
Fichier des paiements des projets à financement extérieur	Montant des décaissements par marché, par titulaire et maître d'ouvrage concerné.



<b>Noms des fichiers</b>	<b>Observations</b>
Journal des projets	Ces informations seront utiles dans le cadre de la programmation des marchés publics.
Fichier des décomptes visés ou rejetés	
Fichiers des banques et assurances autorisées à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics	Listing des établissements financiers de premier ordre autorisées à émettre les cautions.
Fichier des contribuables	Identifiants des contribuables et leurs statuts.
Fichier des marchés enregistrés	Situation des marchés enregistrés.
Fichier des marchés signés et lettres- commandes (LC)	Bons de commande, lettres commande et marchés enregistrés
Fichier des paiements	Paiements effectués au profit des fournisseurs de l'Etat
Plan d'engagement des marchés	Plan d'engagement de la dépense publique
Fichiers des engagements	Engagements budgétaires de l'Etat sur une période donnée
Fichier des contribuables	Contribuables de l'Etat et leur statut

#### **Article 4.- Des modalités d'échanges**

(1) Les échanges des données se font par voie électronique.

#### **(2) Du Coté MINFI :**

Une copie de chaque fichier échangé sera déposée dans un serveur de la Division des Systèmes d'Information (DSI) du Ministère des Finances pour alimenter la base de données décisionnelle et servir de source de données à l'alimentation :

- du Tableau de l'Opération Financière de l'Etat (TOFE),
- des plans d'engagements,
- des plans de passations de marchés,
- de la régulation budgétaire,
- de la gestion de la trésorerie,
- des comptabilités (budgétaires, de gestion, des dépenses engagées, matières),
- de la gestion des informations mises à la disposition du public (assurer la régularité des publications en contrôlant la qualité).

#### **(3) Du Côté ARMP :**

Les données et fichiers sont disponibles via l'API ou tout autre moyen du système Pridesoft.

(4) Les parties mettront en place une plate-forme opérationnelle qui utilisera les diverses applications que le protocole technique aura préalablement identifiées, sur la base de la définition des informations à échanger énoncées aux articles 3 et 4 ci-dessus.

(5) La production et la consommation des données relèvent de chaque administration concernée tandis que la mise à disposition et la sécurité relèvent de la DSI du Ministère des Finances.



## **Article 5.- Du Protocole Technique**

(1) Un Protocole Technique définit la périodicité, la structure, le format des informations échanger entre les différentes administrations, ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent protocole.

(2) Il est élaboré par la Division des Systèmes d'Information en relation avec les structures informatiques des autres administrations du Ministère des Finances et de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sur la base des besoins exprimés par le métier.

(3) Il est actualisé en cas de nécessité.

(4) Sa mise en œuvre est soumise à la validation du Ministre des Finances et du Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics en fin d'année, pour prendre effet l'année suivante ».

## **Article 6.- Des habilitations**

Les habilitations nécessaires pour accéder aux données sont accordées respectivement aux structures du MINFI et de l'ARMP chacune en ce qui la concerne.

## **Article 7.- Des amendements**

Des amendements peuvent être apportés au présent protocole à l'initiative de chacune des parties.

## **Article 8.- De la résiliation**

Le présent protocole peut prendre fin :

- après accord entre les Parties ;
- par la signature d'un accord ultérieur entre les Parties remplaçant le présent protocole.

## **Article 9.- Du règlement des différends**

Tout désaccord né de l'interprétation ou de l'application du présent protocole est soumis à l'arbitrage du Ministre des Finances ou son représentant et du Directeur Général de l'ARMP ou son représentant.

## **Article 10.- De la notification**

Toute notification ou demande en vertu du présent protocole est adressée par écrit. Cette notification, pour être valable, doit être remise en mains propres ou par lettre recommandée avec accusé de réception à la Partie destinataire, dans chaque cas, à l'adresse indiquée ci-dessous :

- Pour le MINFI :

Ministère des Finances : Division des Systèmes d'Information (DSI).



Pour l'ARMP :

Agence de Régulation des Marchés Publics : Direction des Systèmes d'Information

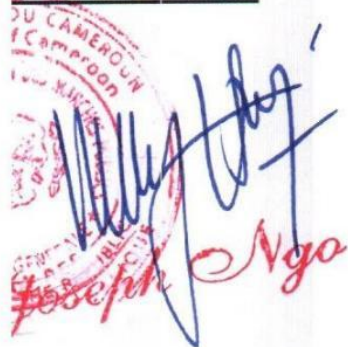
**11.- De l'entrée en vigueur**

Le présent protocole prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Il est établi en quatre (04) exemplaires originaux. /-

Yaoundé, le **24 FEV 2023**

**Agence de Régulation des  
Marchés Publics**



Joseph Ngo

**Pour le Ministère des Finances**



Edouard Paul MOTAZE



# MEMORANDUM OF UNDERSTANDING FOR EXCHANGE OF DATA

\*\*\*\*\*

**BETWEEN THE UNDERSIGNED:**

**THE MINISTRY OF FINANCE  
Hereinafter referred to as "MINFI"**

**On the one hand,**

**and**

**THE PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY  
Hereinafter referred to as "The PCRA"**

**on the other hand,**

each referred to as "A Party" and both referred to as "The Parties",





## THE PARTIES

### FIRST OF ALL EXPOSE:

The various CEMAC countries have embarked on a major movement to reform the management of public finances, with a view to aligning themselves with international standards.

Consecrated by the Directives of the harmonized framework of CEMAC Public finances of 19 December 2019 and the law on the Fiscal Regime of the State and other public entities, the said reform concerns in particular the budgetary aspect through the advent of the programme budget, and the accounting component, materialized by the introduction of accrual accounting similar to business accounting.

In a much more profound way, the reform marks a point of honour on transparency in the management of Public Finances, the improvement of the quality and the sincerity of the budgetary, accounting and financial information of public entities.

This triple quality requirement calls for the development of an appropriate budgetary and accounting information system capable of providing regular, faithful and sincere information on the execution of the budget, the keeping and production of public accounts as well as the changes in the assets and financial situation of public entities.

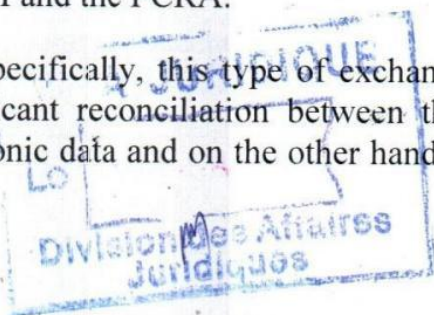
In such a context, MINFI and the PCRA, jointly in charge of the State's Public finances, and the regulation of public contracts must assure and ensure the proper execution and optimal financing of public contracts. This mission cannot be effectively accomplished without permanent and fluid exchanges of data between these two major players in the management of Public Finances.

In this respect, the information systems deployed currently or in the future by the PCRA for the proactive regulation of public contracts, the monitoring of the activities of actors and the monitoring of the public contract system must be made consistent with the systems current or future developed by MINFI for the purpose of ensuring the functions of budgetary and accounting management, in particular budgetary regulation, optimization of cash flow, updating of budgetary and management accounting, internal controls. The successful application of the PCRA, and the PROBMIS, PATRIMONY, HARMONY and AMCIS applications of MINFI, must be able to ensure the consistent monitoring of these activities through an exchange of data between these two public entities.

Aware of the current inadequacy of the organization of data exchange between the central services of the two institutions and its impact on the efficiency and performance of these services, the parties have decided to strengthen their collaboration and their efforts to correct this deficit in particular with regard to automated links between information systems.

The objective pursued is to eradicate manual interventions in the exchange of data by establishing a systematic sharing and pooling of these between the central services of MINFI and the PCRA.

Specifically, this type of exchange will have to play a dual role: on the one hand the significant reconciliation between the information carried on the physical files and the electronic data and on the other hand, the considerable acceleration of the processing of the



ial transactions concerned and the reliability of accounts (budgetary, general, ials, and cost analysis).

**EE AND DECIDE AS FOLLOWS:**

**e 1.- Purpose**

is protocol defines the framework for the automatic exchange of data between the s in the context of the management of Public Finances.

**e 2.- Actors**

**INFI**

ie structures of MINFI concerned by the exchanges of data provided for by this ol are as follows:

- the Directorate General of Budget (DGB);
- the Directorate General of Customs (DGC);
- the Directorate General of Taxation (DGT);
- the Directorate General of the Treasury, Financial and Monetary Cooperation (DGTFMC);
- the Department of Standardization and Stores Accounting (DSSA);
- the Division of Forecasting (DF);
- the Division of Information Systems (DIS).

**ie PCRA**

e PCRA structure concerned by the data exchanges provided for by this protocol is partment of Information Systems (DIS).

**3.- Commitments of the PCRA and MINFI.**

**) Commitments of the PCRA**

e PCRA undertakes to put at the disposal of MINFI, via the API of the Pridesoft , data relating to:

<b>ames</b>	<b>Observations</b>
Certificates of Non-Exclusion	This file will make it possible to have in real time the situation of the CNE issued by actors (Project Owners, Delegated Project Owners, etc.) and tax revenue in respect of stamp duties relating to the CNE.
companies sanctioned from procurement and its updates	This file will make it possible to have in real time the situation of persons (legal and natural) who have been the subject of a sanction (on-going or expired).
contracts awarded	This file will make it possible to have the situation of the contracts awarded for a given period.
contracts executed	This file will make it possible to have contracts in the execution phase at the level of Project Owners, Delegated Project Owners, etc.
signed contracts	This file will make it possible to have the situation of



<b>e names</b>	<b>Observations</b>
	contracts signed for a given period.
of processed appeals	This file will provide the status of appeals processed as part of the work of the Appeals Review Committee (ARC).
on the status of public contract awards for the current fiscal year	This file will make it possible to have real-time indicators on the award of public contracts at the level of Project Owners and Delegated Project Owners.
es of terminated contracts	This file will provide the list of contracts terminated by the Project Owner or Delegated Project Owner for a given period.
e of consultations, press releases and decisions published in the Public Contracts Journal (JDM)	This file will make it possible to have publications in the Public Contracts Journal (PCJ) in real time.
e of malfunctions and regulatory s.	This file will make it possible to have the malfunctions recorded in the context of the award and execution of public contracts and the regulatory acts issued by the PCRA.
e of Administrative Purchase Orders (POs)	This file will make it possible to have the situation of the APOs for which the CNE has been issued to companies.
es of projects not scheduled for a budgetary year or on demand	This file will provide the status of unscheduled projects for a given budget year.

### Commitments of MINFI

MINFI undertakes to put at the disposal of the PCRA, without being exhaustive, data relating to:

<b>le names</b>	<b>Observations</b>
le of project budgetary allocations	All budgetary allocations of ministries and other administrations that will be subject to planning in the public contracts award plan.
le of payment certificates executed in real time	Title of contracts, holders, amount, PO/DPO concerned, level of disbursement and effective dates of payment.
le of payment of Tender Documents acquisition costs in the framework of the signing of contracts	Reference of the invitation to tender, company, amount, and date of purchase of the Tender File.
le on the tax situation of companies (non-indebtedness)	Information on the tax clearance of companies must be available and regularly updated.
le of signed financing agreements	Make available all the information on the financing agreements signed, in particular the donors, the amount, the duration of the project, etc.
le for payments of externally funded projects	Amount of disbursements per contract, per holder and contracting authority concerned.
project Logbook	This information will be useful in the context of public contracts programming.
le of signed or rejected payment certificates	
iles of banks and insurance companies authorized to issue bid bonds in the context of public contracts	List of first class financial institutions authorized to issue guarantees.

File names	Observations
Taxpayer file	Identifiers of taxpayers and their status.
File of Registered Contracts	Situation of registered contracts.
File of signed contracts and jobbing-orders (JOs)	Registered Purchase Orders, Jobbing Orders and Contracts
Payment file	Payments made to State suppliers
Contracts Engagement Plan	Public expenditure commitment plan
Situation of each State supplier	State budgetary commitments over a given period
Tax situation of the PCRA	State taxpayers and their status

#### **Article 4.- Terms of exchange**

The exchange of data is done electronically.

##### **(1) On MINFI side:**

A copy of each file exchanged will be deposited in a server of the Division of Information Systems (DIS) of the Ministry of Finance to feed the decision-making database and serve as a source of data for feeding:

- the Table of State's Financial Operations (TSFO),
- commitment plans,
- Contract award plans,
- budgetary regulation,
- cash management,
- accounts (budgetary, management, expenses incurred, stores),
- the management of information put at the disposal of the public (ensuring the regularity of publications by controlling the quality).

##### **(1) On the PCRA side:**

Data and files are put at disposition through the API of the Pridesoft System.

- 1 The parties will set up an operational platform which will use the various applications that the technical protocol will have previously identified, based on the definition of the information to be exchanged set out in articles 3 and 4 above.
- 2 The production and consumption of data is the responsibility of each administration concerned, while the provision and security are the responsibility of the DIS of the Ministry of Finance.

#### **Article 5.- The Technical Protocol**

- (1) A **Technical Protocol** defines the periodicity, the structure, the format, and the content of the information to be exchanged between the various administrations, as well as the methods for implementing this protocol.
- (2) The Technical Protocol is drawn up by the Division of Information Systems in conjunction with the computer structures of the other administrations of the Ministry of Finance and the Public Contracts Regulatory Agency, on the basis of the needs expressed by the business.
- (3) The technical protocol is updated if necessary.



- (4) The elaboration or update of the technical protocol is submitted for validation to the Minister of Finance and the Director General of the Public Contracts Regulatory Agency at the end of the year, to take effect the following year.

#### Article 5.- Authorizations

The authorizations necessary to access the data are granted respectively to the structures of MINFI and the PCRA, each in its sphere of competence.

#### Article 6.- Amendments

Amendments may be made to this protocol at the initiative of each of the parties.

#### Article 7.- Termination

This Protocol may end:

- after agreement between the Parties;
- by signing a subsequent agreement between the Parties replacing this protocol.

#### Article 8.- Settlement of disputes

Any disagreement arising from the interpretation or application of this protocol is subject to arbitration by the Minister of Finance or his representative and the Director General of the PCRA or his representative.

#### Article 9.- Notification

Any notification or request under this Protocol shall be made in writing. For this notification to be valid, it must be delivered by hand or by registered letter with acknowledgment of receipt to the receiving Party, in each case, at the address indicated below:

- For MINFI:

Ministry of Finance: Division of Information Systems (DIS).

- For the PCRA:

Public Contracts Regulatory Agency: Department of Information Systems (DIS).

#### Article 10.- Entry into force

This protocol takes effect from the date of its signature by the Parties.

Done in four (04) original copies. /-

Yaounde, on 24 FEV 2023

For the Public Contracts  
Regulatory Agency

  
*Joseph Ngo*

For the Ministry of Finance

  
*Louis Paul MOTAZE*